

# Kabylie : « Bouteflika a réussi, malgré lui, à unir le pays »

TIZI OUZOU (ALGÉRIE)  
correspondance

Comme toujours, la marche de la « dignité » est partie de la « Centrale », la bibliothèque de l'université Mouloud-Mammeri, symbole de toutes les luttes berbères. Mardi 5 mars, sous un soleil clément qui illumine Tizi-Ouzou, des centaines d'étudiants sont redescendues dans les rues – tout aussi esquinçées que leur quotidien – pour dénoncer « le système Bouteflika ». Mais lorsqu'elle est arrivée devant l'hôpital Nedir-Mohamed, cette jeune foule a soudainement mis ses chants de souffrance en sourdine. « C'est pour ne pas déranger les malades, c'est une tradition chez nous lorsqu'on manifeste », sourit Akcil, un étudiant en mathématique, âgé de 25 ans.

Une fois le dispensaire dépassé, cette jeunesse a repris en chœur les slogans antipouvoir en arabe, en français et en tamazigh, tout en agitant des bannières à la gloire de la JSK, le mythique club de foot de la ville, et de Matoub Lounès, l'icône de la musique kabyle, assassiné en 1998. Et cette jeunesse devait sortir, une nouvelle fois, en masse, vendredi 8 mars, pour dénoncer le cinquième mandat que souhaite briguer le président « Boutef ».

Depuis le vendredi 22 février, date de la première mobilisation des Algériens, des centaines de milliers de Kabyles sont « aussi » sortis dans les rues de « Tizi », de Béjaïa ou de Bouira. Dans un modeste local associatif de défense des droits de l'homme, de jeunes universitaires se retrouvent pour fabriquer les pancartes de la prochaine marche. Et pour débattre de l'avenir de leur pays.

Dans la « ville des genêts », surnom de « Tizi », baptisée ainsi en l'honneur de cet arbuste jaunâtre qui couvre les environs, la contestation inédite de l'Algérie n'a rien de réellement surprenant. « Nous avons déjà manifesté, en 2014, contre le quatrième mandat de Bouteflika », rappelle Omar, 33 ans, qui milite pour une ONG. « Pour une fois, ce n'est pas la Kabylie qui est à l'origine de la contestation, et heureusement, sinon le pouvoir en aurait profité pour dire "regardez, ce sont encore les Kabyles. Ils sont contre nous". Le mouvement aurait été négativement connoté et pas pris au sérieux », assure Salah Brahimi, le bâtonnier de l'ordre des avocats de Tizi-Ouzou. Ce mardi-là, calé dans un imposant fauteuil en similicuir, ce quinquagénaire semble un peu troublé. Et pour cause, il est en train de paraître un communiqué enjoignant au Conseil constitutionnel de prendre « ses responsabilités devant le peuple et l'his-

toire » afin d'invalider la candidature d'Abdelaziz Bouteflika.

La Kabylie est l'éternelle région frondeuse, qui s'était déjà dressée contre les invasions romaines, arabes et turques. C'est aussi la martyre qui s'était illustrée lors de la révolution nationale en payant un lourd tribut et jouant un rôle essentiel contre les Français. N'est-ce pas au village d'Ighil Imoula, situé non loin de Tizi-Ouzou, qu'avaient été imprimés les premiers exemplaires de la déclaration du 1<sup>er</sup> novembre 1954 marquant le début de la guerre d'Algérie? N'est-ce pas dans la commune d'Ouzellaguen que le congrès de la Soummam, en 1956, autre acte fondateur de l'indépendance du pays, s'est déroulé? Mais, depuis l'indépendance, en 1962, la Kabylie a toujours contesté le système central, cet « oppresseur » qui a sans cesse cherché à nier l'identité berbère; cette « dictature » qui refuse encore aujourd'hui d'instaurer une véritable démocratie et de partager le pouvoir.

**Mettre fin au « système du FLN »**  
De la création du Front des forces socialistes, parti historique de l'opposition, en passant par la lutte contre la politique d'arabisation du pays, sans oublier les « printemps berbères » meurtriers de 1980 et de 2001 – deux immenses manifestations exigeant plus de démocratie, réprimées dans le sang par le pouvoir –, « la culture de la lutte est le premier goût tété au sein des mères », aime à répéter la jeunesse kabyle. « La Kabylie a toujours été à l'avant-garde des luttes républicaines », avance Salah Brahimi, qui a été député du Rassemblement pour la culture et la démocratie.

Mais pas question de faire valoir tout particularisme berbère lors des manifestations. « L'Algérie, c'est la Kabylie et la Kabylie, c'est l'Algérie », souligne Melissa Zoulim, 22 ans, étudiante en littérature anglaise. Mais est-ce à ce point utile de le rappeler? « Évidemment », lance Athmane Bessalem, un avocat de 29 ans, figure montante du militantisme en Kabylie. Car ce coin rocaillieux d'Algérie, calé entre le littoral et

les hauts plateaux, traîne depuis des décennies une mauvaise réputation : trop français, trop laïc, trop séparatiste, pas assez musulman et patriotique.

L'enjeu de mettre fin au « système du FLN » transcende « tous les citoyens que nous sommes », dit Melissa Zoulim. « Les réseaux sociaux comme Facebook nous ont permis de nous connaître entre Algériens, [de nous] unir au-delà des questions identitaires et des préjugés », abonde Sonia Siam, une militante respectée, fille de Mehdi Siam (1965-1998), personnalité algérienne du combat identitaire amazigh.

Au restaurant Le Bagdad, Hamou Boumedine, personnalité politique locale, débat avec des amis de la contestation actuelle. Pour le coordinateur du Rassemblement pour la Kabylie (RPK, parti autonomiste), les Algériens viennent de reprendre à leur compte les revendications portées depuis l'indépendance par les Kabyles : un Etat de droit et le respect des libertés. « Mais ce n'est pas une satisfaction égocentrique, tient à préciser Yazid Ouamrane, 23 ans, étudiant en micro-informatique. C'est une manière de dire que nous appartenons tous à une même et seule nation : qu'elle peut survivre à n'importe quel contexte politique. » Il en veut pour preuve les fanions algériens et les drapeaux berbères noués les uns aux autres lors des marches précédentes. « Ce mouvement est une occasion de dire qu'on reprend notre "algérianité", affirme un cadre de l'Union générale des commerçants et artisans algériens. Le gouvernement a tout fait pour faire croire que nous voulions tous l'indépendance. Ce n'est pas la Syrie ici, nous n'allons pas nous entre-tuer. Nous sommes tous Algériens, et il faut le répéter. »

En effet, comme le rappelle le sociologue Nacer Djabi, « le président Bouteflika a cherché à isoler la Kabylie. Pour cela, il a mis en place une politique de régionalisme en reconnaissant la langue et la culture berbère [inscrites dans la Constitution en 2016], mais cette division n'a pas marché. Bouteflika a réussi, malgré lui, à unir l'Algérie qui vibre ensemble pour la première fois depuis l'indépendance pour la même revendication. »

Toutes les personnes rencontrées à Tizi-Ouzou ont été étonnées par le niveau de « conscience politique » de la population algérienne. « J'ai vu des manifestations pacifiques, ouvertes à la mixité, avec des slogans pleins d'humour. Pour moi, c'est une preuve que les gens ont intériorisé le concept de la démocratie, mais qu'ils [l'avaient] refoulé jusqu'ici, décrypte Hamou Boumedine. Ces marches sont un moment d'exorcisme politique. »

Pour autant, lorsque les appels à manifester ont commencé à se faire insistants sur les réseaux sociaux, à la veille de la première grande marche du 22 février, il y a eu un peu de réticence : « Nous avons eu peur, reconnaît Sonia Siam. Je me suis dit, c'est quoi ce mouvement qui démarre après la prière du vendredi. Les islamistes sont derrière? Mais j'ai été très vite rassurée, ça n'avait rien à voir avec Ali Belhadj [cofondateur du Front islamique du salut]. »

Pour autant, lorsque les appels à manifester ont commencé à se faire insistants sur les réseaux sociaux, à la veille de la première grande marche du 22 février, il y a eu un peu de réticence : « Nous avons eu peur, reconnaît Sonia Siam. Je me suis dit, c'est quoi ce mouvement qui démarre après la prière du vendredi. Les islamistes sont derrière? Mais j'ai été très vite rassurée, ça n'avait rien à voir avec Ali Belhadj [cofondateur du Front islamique du salut]. »

**« J'AI VU DES  
MANIFESTATIONS  
PACIFIQUES, OUVERTES  
À LA MIXITÉ, PLEINES  
D'HUMOUR. LES GENS ONT  
INTÉRIORISÉ LE CONCEPT  
DE LA DÉMOCRATIE »**

**HAMOU BOUMEDINE**  
coordinateur du mouvement RPK

L'avocat Athmane Bessalem a lui aussi été hésitant au commencement du mouvement : mais, depuis, il a poussé ses confrères du barreau à descendre dans la rue. Il y voit « enfin » pour l'Algérie une chance de changer : « Il ne faut pas que les Kabyles soient à la pointe du mouvement, car c'est une contestation nationale, et elle doit rester comme telle. La Kabylie doit jouer son rôle au même titre que les autres régions. »

ALI EZHAR

